

Brochure n° 3034

**Convention collective nationale**

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,  
du cycle et du motorcycle  
Activités connexes**

**Contrôle technique automobile  
Formation des conducteurs)**

---

**ACCORD DU 19 SEPTEMBRE 2006**

**DÉFINISSANT UN PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES  
COMPÉTENCES DANS LES ATELIERS DE MAINTENANCE ET DE  
RÉPARATION**

NOR : *ASET0651158M*

IDCC : 1090

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle ;

Vu l'article L. 322-10 du code du travail relatif aux engagements de développement de l'emploi et des compétences ;

Vu la circulaire du 20 juin 2006 relative à la mise en œuvre d'une politique de soutien au développement de l'emploi, des compétences et de la qualification dans les territoires ;

Vu l'accord national paritaire du 27 avril 1994 ayant constitué l'ANFA, et en particulier ses dispositions relatives à la formation dans les petites entreprises de la branche ;

Vu l'accord paritaire national du 14 décembre 2004 relatif à la validation des acquis de l'expérience ;

Vu la délibération paritaire n° 12-05 du 14 décembre 2005 donnant mandat à l'ANFA pour la négociation d'un engagement de développement pour l'emploi et les compétences (EDEC) ;

Vu les études et les enquêtes réalisées par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche ;

Considérant les importantes évolutions démographiques, technologiques et juridiques auxquelles est actuellement confrontée la branche professionnelle des services de l'automobile ;

Considérant les conséquences de ces mutations sur les compétences des salariés ainsi que sur le maintien et le développement de l'emploi, dans l'ensemble des secteurs d'activité de la convention collective ;

Considérant la nécessité de concourir au maintien des très petites entreprises (TPE) de la branche et des emplois qu'elles représentent, notamment dans le domaine de l'apprentissage, et afin d'assurer un service de proximité pour les consommateurs ;

Considérant les expérimentations positives de diagnostic des compétences et de formation réalisées dans la région Rhône-Alpes par l'ANFA et le GNFA, avec le concours des pouvoirs publics et le fonds social européen ;

Considérant la convergence de la démarche des partenaires sociaux de la branche avec les objectifs des pouvoirs publics nationaux et régionaux, et consécutivement leur souhait d'articuler leurs décisions avec ces objectifs, conviennent des dispositions suivantes :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Plan d'action TPE*

Un plan d'action pour le développement des compétences dans les ateliers de maintenance, de réparation et de carrosserie sera proposé aux entreprises et aux salariés, dès le début de l'année 2007, pour adapter les compétences des personnels des TPE, faciliter leur accès aux certifications de branche, et concourir à la reprise des entreprises.

Cette démarche nationale s'effectue dans les conditions suivantes.

## **TITRE 1<sup>er</sup>**

### **DIAGNOSTIC ET ADAPTATION DES COMPÉTENCES DES PERSONNELS DES TPE**

## **Article 2**

### *Populations visées*

Sont initialement concernés par ce plan d'action les techniciens des ateliers de maintenance des TPE n'ayant que faiblement accès à des dispositifs de formation professionnelle continue organisés par des réseaux de distribution automobile.

D'autres populations professionnelles pourront ultérieurement bénéficier du dispositif, au vu des bilans présentés par l'ANFA aux partenaires sociaux.

Les actions seront menées sur la base du volontariat des entreprises et des salariés concernés, une attention particulière étant accordée aux techniciens de 45 ans et plus.

Les chefs d'entreprise non salariés pourront être admis dans le dispositif, sur des financements extérieurs aux fonds gérés paritairement par l'ANFA.

### **Article 3**

#### *Détermination des actions*

Il sera systématiquement procédé à l'évaluation des compétences des salariés visés, afin d'individualiser les formations en tenant compte du niveau de chaque bénéficiaire. Les outils de diagnostic personnalisé visés à l'article 7 seront utilisés à cet effet.

Les actions de formation technique afférentes seront organisées en tenant compte d'un lien de proximité avec la situation des entreprises concernées, de façon à réduire au maximum les déplacements que ces actions peuvent nécessiter.

### **Article 4**

#### *Partenariat avec les pouvoirs publics*

Les organisations signataires soulignent que la présente démarche doit s'effectuer en partenariat avec l'Etat, dans le cadre de l'engagement de développement pour l'emploi et les compétences (EDEC) dont elles ont confié la négociation à l'ANFA, et elles souhaitent décliner régionalement le dispositif en étroite collaboration avec les conseils régionaux, afin que l'action commune renforce la cohérence et l'efficacité des mesures administratives, organisationnelles et financières mises en œuvre.

## **TITRE II**

## **MESURES COMPLÉMENTAIRES**

### **Article 5**

#### *Développement de la VAE dans le dispositif des CQP de branche*

Afin de développer le dispositif de validation des acquis de l'expérience pour l'accès aux CQP, les mesures nécessaires seront prises pour accélérer la mise en œuvre du dispositif, par une expérimentation à réaliser dès le début de l'année 2007.

Une priorité sera donnée aux CQP correspondant aux qualifications les plus recherchées, en privilégiant celles qui relèvent des classifications ouvriers et employés de la convention collective des services de l'automobile.

Les organisations signataires souhaitent que l'Etat donne son accord à cette mise en œuvre expérimentale du dispositif, dans l'attente de l'inscription des CQP concernés au répertoire national de la certification professionnelle.

### **Article 6**

#### *Reprise d'entreprise*

Il sera procédé à la création, par le recours à l'internet, d'un portail d'accueil destiné à faciliter l'information des repreneurs d'entreprise et leur mise

en contact avec les cédants ; cette réalisation pourra accueillir les initiatives prises par divers opérateurs susceptibles de s'associer à cette démarche, comme par exemple des organisations consulaires, des constructeurs ou importateurs d'automobiles.

Un dispositif d'accompagnement juridique, financier et formatif approprié sera proposé, afin que la transmission d'entreprise puisse s'effectuer dans les meilleures conditions de réussite. Des actions particulières personnalisées pourront également être mises en œuvre, le cas échéant, au profit des salariés repreneurs, et notamment les cadres, bénéficiaires de ce dispositif d'accompagnement.

## **Article 7**

### *Outils et méthode pour le diagnostic des compétences des salariés*

La branche professionnelle dispose d'un outil technique dénommé « e-profil », qui permet de mesurer les écarts entre les compétences du salarié et les compétences requises pour sa qualification, permettant ainsi d'établir un parcours individuel de formation.

Ce dispositif, actuellement dédié à la maintenance automobile, sera élargi dans les meilleurs délais à d'autres secteurs d'activité relevant de la convention collective des services de l'automobile.

## **TITRE III**

## **MISE EN ŒUVRE**

## **Article 8**

### *Rôle de l'ANFA*

L'ANFA est mandatée pour :

- mettre en œuvre les actions de diagnostic et d'adaptation des compétences visées au I, en lien avec les organisations patronales et syndicales de salariés soussignées ;
- négocier et conclure, avec les conseils régionaux, toute convention relative à la mise en œuvre du plan d'action, en cohérence avec l'EDEC visé à l'article 4 ;
- apporter, parallèlement aux engagements de l'Etat et des conseils régionaux, tout financement susceptible d'être mobilisé et utilisé pour la mise en œuvre du plan d'action.

La commission paritaire nationale visée à l'article 1.22 a de la convention collective sera régulièrement informée des démarches menées et des travaux réalisés par l'ANFA, jusqu'à la présentation du bilan visé à l'article 10.

## **Article 9**

### *Rôle du GNFA*

Le GNFA mobilisera, sous le contrôle de son conseil de perfectionnement paritaire, les moyens techniques nécessaires pour contribuer à la mise en œuvre du présent accord, et notamment pour :

- organiser le diagnostic des compétences des salariés des entreprises visées ;

- réaliser les actions de formation afférentes, par l'utilisation de ses formateurs et de ses centres de formation, en tenant compte le plus largement possible d'une proximité géographique avec les entreprises et les salariés concernés ;
- réaliser le portail et le dispositif d'accompagnement visés à l'article 6 ;
- compléter le dispositif de diagnostic des compétences, dans les conditions de l'article 7.

## **Article 10**

### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 années. Il sera susceptible d'être renouvelé en fonction des résultats obtenus, au vu du bilan général que l'ANFA présentera à la commission paritaire nationale à l'automne 2009.

Les organisations soussignées souhaitent que les conventions passées au sein de la branche professionnelle avec l'Etat et les conseils régionaux puissent comporter une durée équivalente, afin de renforcer la cohérence des démarches communes.

Fait à Suresnes, le 19 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UNIDEC ;  
 FNAA ;  
 CNPA ;  
 SNCTA ;  
 FNCU ;  
 Les professionnels du pneu ;  
 FFC ;  
 GNESA.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
 CFE-CGC métallurgie ;  
 FO métallurgie ;  
 CFTC ;  
 FTM-CGT.